

Demande concernant l'existence d'un établissement stable en France
Modèle de demande d'avis
Questionnaire relatif à la mise en œuvre de la garantie prévue au 6° de l'article
L 80 B du livre des procédures fiscales

Vous voudrez bien apporter des réponses détaillées en joignant en annexe tout document susceptible de compléter utilement ces réponses.

I IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE ETRANGERE RESIDANT DANS UN ETAT LIE A LA FRANCE PAR UNE CONVENTION FISCALE

Dénomination sociale	
Forme juridique	
Etat de résidence	
Adresse précise dans l'Etat de résidence	
Adresse d'élection de domicile en France pour l'instruction de la demande	
Objet social déclaré	
Description de l'activité réalisée	

II RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE REALISEE EN FRANCE
(en cas de pluralité d'activités, les renseignements doivent être apportés pour chaque activité)

1. Nature de l'activité en France

précisez notamment l'importance relative de cette activité par rapport à votre activité propre

2. Moyens humains et matériels mis en œuvre

3. Nature et importance de la clientèle concernée

Si l'activité est réalisée, en totalité ou partiellement, par l'intermédiaire d'une installation physique et/ou par l'intermédiaire d'une personne physique ou morale qui agit en France pour votre compte, compléter les paragraphes 4 à 13.

Si vous réalisez une activité de commerce électronique, compléter également le III

Si vous exercez une activité financière, compléter également le IV

4. Nature de l'installation dont vous avez la disposition

- précisez notamment s'il s'agit d'un siège de direction, d'une succursale, d'un bureau, d'un local ou emplacement, d'une usine ou d'un atelier, d'un lieu d'extraction de ressources naturelles, d'un chantier de construction ou de montage, d'un matériel (machine, moyen de transport, matériel informatique...)

- précisez également si vous êtes propriétaire de l'installation. Si tel n'est pas le cas, indiquez l'identité et l'adresse du propriétaire

5. Situation géographique de l'installation

si l'exercice de l'activité nécessite des déplacements en plusieurs endroits, indiquez l'adresse de chaque lieu concerné et donnez, pour chacun, les renseignements demandés au n° 4

6. Nature des opérations réalisées

détaillez les opérations pour chaque installation

7. Durée d'utilisation et permanence de l'installation

- précisez, le cas échéant, le nombre d'interruptions temporaires d'utilisation et leur durée

- si l'activité a une nature récurrente, précisez le nombre de fois où l'installation est utilisée et chaque laps de temps d'utilisation

- si la durée d'utilisation est brève mais interrompue de manière fortuite, précisez en les motifs (échec de l'investissement...)

8. Degré d'autonomie de l'installation

précisez notamment si l'installation dispose d'un personnel distinct ou d'un préposé spécialement délégué, de services commerciaux, financiers ou techniques propres, d'une comptabilité distincte, d'un centre de décision, d'un pouvoir de recrutement autonome...

9. Renseignements relatifs aux personnels utilisés en France

précisez l'effectif, le statut des personnels, leurs fonctions, leur lieu de résidence, la durée des missions qu'ils exercent en France et les pouvoirs qui leur sont éventuellement conférés pour engager votre entreprise

10. Identification de l'intermédiaire

précisez notamment son nom et adresse, sa nature juridique (personne physique ou morale - n° Siret et code APE), le cas échéant son Etat d'origine et la durée de sa présence en France

11. Analyse fonctionnelle

précisez les fonctions et les risques assumés par l'intermédiaire dans le cadre de vos échanges ou relations

12. Pouvoir de l'intermédiaire de conclure en votre nom des contrats avec des clients ayant trait à vos activités propres

- précisez notamment si c'est le cas d'une ou de plusieurs de vos filiales ou sociétés du groupe établies en France

- précisez également l'ampleur et la fréquence de l'utilisation de ce pouvoir par la personne (ou d'un service de ces filiales ou sociétés)

13. Situation de dépendance juridique et économique de l'intermédiaire

- précisez notamment l'étendue des obligations qui lui incombent (joignez le cas échéant une copie du contrat), son lien de subordination (salarié...) ainsi que les modalités de rémunération

- précisez si cette personne exerce également une activité pour le compte d'autres sociétés

- si vous exercez une activité d'assurance, précisez si vous percevez des primes ou assurez des risques en France par l'intermédiaire d'un agent établi en France

III CAS PARTICULIER D'UNE ACTIVITE DE COMMERCE ELECTRONIQUE REALISEE A PARTIR D'UN EQUIPEMENT INFORMATIQUE SITUE EN FRANCE

- précisez notamment si les fonctions exercées par l'intermédiaire de cet équipement, dont vous indiquerez la nature et la localisation, constituent en elles-mêmes une partie essentielle de votre activité commerciale dans son ensemble

- si vous exercez une activité par l'intermédiaire d'un site web hébergé par un serveur situé en France, indiquez l'adresse de ce serveur et si vous en avez la disposition ou si vous avez conclu un accord d'hébergement avec un fournisseur de services sur l'Internet.

IV CAS PARTICULIER D'UNE ACTIVITE FINANCIERE REALISEE EN FRANCE

- Décrivez la nature des fonctions exercées en France

précisez notamment les fonctions impliquées dans la création ou la gestion d'un actif financier (par exemple, création et maintien des relations avec les clients, négociation des termes des contrats, levée des fonds et du capital, administration, négociation du refinancement des prêts, gestion des risques pris du fait de la conclusion du contrat de prêt...)

- Décrivez les actifs mis en œuvre en France dans l'exercice de ces fonctions

précisez notamment s'il s'agit de locaux de succursales, de systèmes informatiques, d'actifs incorporels (nom, marque commerciale ou logo de la banque), de services bancaires par l'Internet ou téléphone...

- Décrivez les risques assumés en France du fait de l'exercice de ces fonctions

précisez notamment les risques liés au crédit, au taux d'intérêt, le cas échéant au cours de change...

Enfin, il est précisé que la réponse faite par l'administration ou résultant du silence gardé par elle pendant un délai de plus de trois mois à compter de la date de réception du présent questionnaire (article L 80 B 6° du livre des procédures fiscales) ne saurait valoir prise de position formelle au sens de l'article L 80 B du livre des procédures fiscales s'agissant de l'imposition des activités de location immobilière qui seraient réalisées par les entreprises étrangères du seul fait d'immeubles situés

en France. Il en serait de même au cas où des renseignements inexacts auraient été fournis à l'administration.

A....., le.....
Certifié complet, exact et sincère
Signature et qualité du signataire